

Politique migratoire : l'exception espagnole

SYNTHÈSE COMPARÉE



Immigration et déclin démographique



Longtemps pays d'émigration, l'Espagne est devenue l'un des principaux pays d'immigration en Europe. En 2025, près de 19% de sa population est immigrée. En déclin démographique, l'immigration a permis de stabiliser la population active du pays, dont elle a besoin pour maintenir son modèle social et alimenter sa croissance économique.



Pays d'immigration ancienne, la part des immigrés dans la population française n'augmente que lentement, atteignant moins de 13% de la population aujourd'hui. La France a longtemps résisté au déclin démographique, mais son solde naturel est désormais négatif. Dans un contexte de vieillissement, la France devrait ajuster sa politique migratoire en fonction de ses projections de population, en valorisant le rôle de l'immigration dans sa jeunesse active pour soutenir son modèle social.

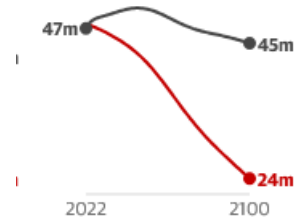
Population projections

scenario **with migration**

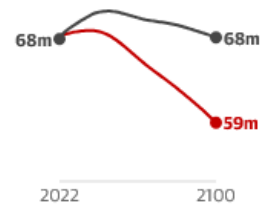
versus:

scenario **without migration**

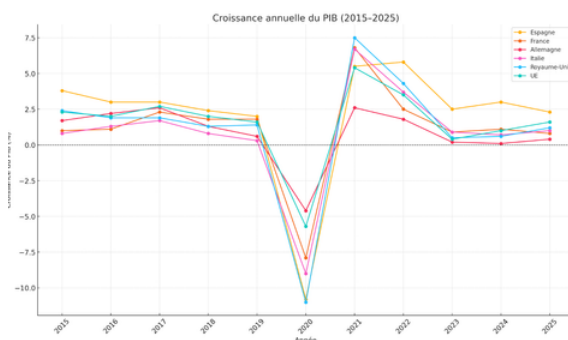
Spain



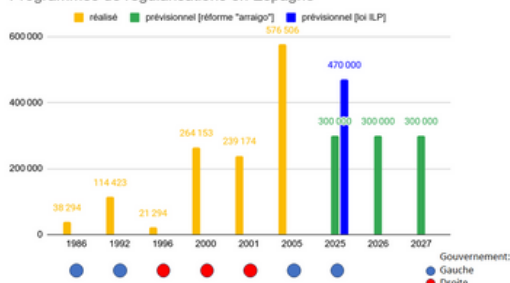
France



Un levier de croissance économique assumé



Programmes de régularisations en Espagne



L'Espagne lie immigration et logique économique. En l'absence d'une immigration de travail organisée, elle a misé sur des régularisations massives de travailleurs déjà présents. En 2005, 600 000 personnes ont été régularisées sans effet d'appel d'air. Un nouveau programme d'ampleur est engagé en 2025. Ces régularisations ont formalisé l'emploi, accru les recettes fiscales et amélioré les conditions de travail, sans hausse des dépenses publiques.



En France, l'absence de politique de régularisation d'ampleur depuis 2009 maintient dans la précarité des centaines de milliers de travailleurs sans-papiers. Cette situation prive l'économie de recettes et fragilise l'intégration. La crainte d'un appel d'air reste un obstacle politique, bien que contredite par l'exemple espagnol. La régularisation est un levier de croissance économique.





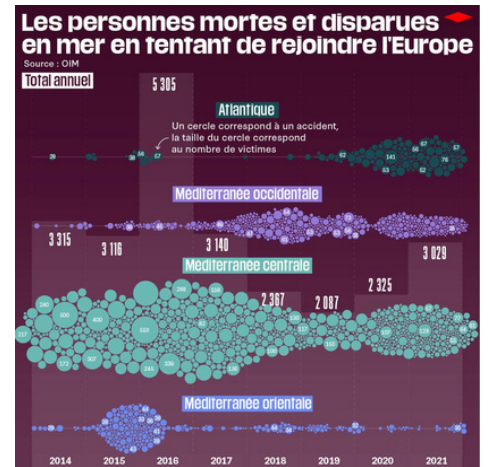
Frontières sous influences européennes



Située en première ligne de l'espace Schengen, l'Espagne assure le contrôle de routes migratoires maritimes et terrestres complexes. Elle a externalisé sa politique de contrôle aux frontières via des accords avec le Maroc, la Mauritanie et le Sénégal, mêlant sécurité, réadmission et aide au développement. Le système d'asile reste peu protecteur, le modèle espagnol privilégie les titres de séjour de travail.



La France, qui poursuit une logique de contrôle aux frontières, sans être un pays de première arrivée, devrait au contraire faire jouer les mécanismes de solidarité avec l'Espagne pour une répartition de l'accueil des demandeurs d'asile. La baisse drastique de l'aide publique au développement, la focalisation sur la militarisation des frontières ne réduit pas les flux, mais alimente les réseaux mafieux et rend les parcours plus dangereux.



Intégrer par le travail et les territoires



Unemployment rate in Spain from 1st quarter 2005 to 2



Ilustración 13: Presencia de ocupados extranjeros por ocupación (nivel de cualificación)



L'Espagne fonde son modèle d'intégration sur l'accès à l'emploi et l'ancrage territorial. Un ministère dédié issu du Travail, pilote la politique migratoire. L'intégration est décentralisée : les Communautés autonomes et municipalités sont en première ligne. Le rôle actif des organisations patronales renforce l'insertion. 40 % des nouveaux emplois créés depuis 2021 ont été occupés par des immigrés.



En France, l'intégration reste centrée sur la langue et les valeurs républicaines, avec une implication limitée des collectivités locales et des employeurs. Le lien entre emploi et intégration est peu investi par les politiques publiques. Sortir l'immigration du prisme sécuritaire, renforcer le rôle des territoires et mobiliser les acteurs économiques permettrait de mieux intégrer les immigrés présents sur le territoire, au bénéfice de l'économie.





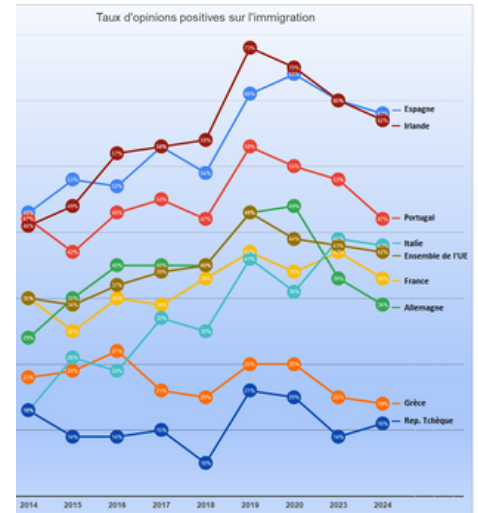
Consensus social et polarisation politique



Malgré la montée de Vox et la polarisation politique, l'Espagne conserve une opinion publique largement favorable à l'immigration. 87% des Espagnol·es soutiennent l'accueil des réfugié·es. Le gouvernement défend une ligne d'ouverture assumée, centrée sur l'emploi. Les discours xénophobes restent minoritaires, et les mobilisations citoyennes pour l'inclusion, comme l'ILP sur les régularisations, témoignent d'un large consensus social.



En France, les débats sont dominés par les questions sécuritaires et identitaires, souvent déconnectés des réalités économiques. La montée des discours de rejet masque une opinion plus nuancée. Valoriser les apports de l'immigration, diversifier les récits médiatiques et s'appuyer sur les réussites locales permettrait de desserrer l'emprise des clivages politiques sur la perception de l'immigration.



Politique migratoire : l'exception espagnole

Tania Racho et Antoine de Clerck

Août 2025

[URL de publication]